
BOUDON et BOURDIEU, l'inégalité des chances

→ La problématique

Quelques dates pour commencer...

1881 – Loi Ferry sur la gratuité de l'école primaire ; 1882 – Scolarité obligatoire jusqu'à 13 ans ; 1930 – Gratuité des études dans le secondaire ; 1936 – l'obligation scolaire est portée de 13 à 14 ans ; 1947 – Plan Langevin-Wallon (voir plus loin) ; 1959 – Prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans ; 1981 – Création des ZEP ; 1985 – Création des Baccalauréats professionnels ; 1989 - L'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du bac est inscrit dans la loi d'orientation.
--

Une citation pour continuer...

« Avec l'inégalité d'éducation, je vous défie d'avoir jamais l'égalité des droits, non l'égalité théorique, mais l'égalité réelle ». Jules Ferry.

On voit ici la place centrale que le député Jules Ferry attribue dans le modèle d'intégration républicain : assurer à tous l'accès à l'instruction élémentaire. Mais l'égalité dont il s'agit ici n'est que formelle. En effet, l'école républicaine est profondément divisée entre d'un côté un cursus primaire réservé de fait au peuple et de l'autre la filière noble du lycée qui scolarise les enfants de la bourgeoisie. L'école apparaît donc comme un instrument de justice sociale et de modernité. L'école n'est-elle pas une des rares institutions à permettre aux boursiers de véritables promotions sociales comme en témoigne la trajectoire idéale sur trois générations d'un petit-fils de paysan devenu Président de la République (G. Pompidou) ? N'est-ce à elle que l'on doit d'avoir fait rentrer la France rurale dans la modernité ?

Ce mouvement de démocratisation de l'école se poursuit tant sur le plan institutionnel (voir l'encadré plus haut) qu'au niveau statistique : pour ne citer qu'un seul chiffre, retenons celui des bacheliers : 28 000 en 1946... 56 000 en 1960... l'ouverture de l'école au plus grand nombre est indéniable mais ce serait sans compter sur la mise en place en 1947 du plan Langevin-Wallon qui modifie la mission confiée à l'école.

Il ne s'agit plus seulement de réaliser l'intégration civile et culturelle de la nation mais de promouvoir une véritable égalité des chances dans la réussite scolaire et dans les possibilités de promotion sociale qu'elle ouvre. Or, de ce point de vue, un long chemin reste à parcourir si l'on observe les statistiques.

En effet, les tables de mobilité sociale montrent que la mobilité sociale est loin d'être parfaite, qu'il y a, au contraire, une certaine reproduction sociale : « tel père, tel fils ». Comment expliquer cette faible mobilité sociale ?

Il faut d'abord noter que dans nos sociétés, l'accès à la profession et au statut social dépend fortement, bien que non exclusivement, du niveau de diplôme. Or, on constate un lien étroit entre réussite scolaire / poursuite d'études et l'origine sociale. Une enquête qui porte sur une cohorte d'élèves suivie entre 1962 et 1972 révèle qu'un enfant de cadre a 5,7 fois plus de chances de rentrer à l'université qu'un fils d'ouvrier ou d'agriculteur. Ainsi, le taux d'accès à la terminale, la probabilité de poursuivre des études supérieures, sont différentes selon la CSP du père. Par conséquent, l'inégalité des chances à l'école semble être un frein à la mobilité sociale, ce qui ne peut laisser insensible une société démocratique.

Les sociologues (dont Pierre Bourdieu) que l'on regroupe sous l'étiquette de conflictualistes vont s'emparer de ces statistiques et démontrer que l'école est un lieu de reproduction sociale. Dès 1973, sous l'impulsion de Raymond Boudon, va être formulée une critique à l'analyse des conflictualistes ; elle insiste plus sur les conséquences de la massification qui ferait perdre à l'école son importance sociale.

A) Pierre Bourdieu (né en 1930)

BIOGRAPHIE : titulaire d'une agrégation de philosophie, ses premiers travaux ont été des travaux d'ethnologie (notamment sur l'Algérie). Il devient, en 1964, directeur d'étude à l'École des hautes études de Sciences sociales et dirige le Centre de sociologie. Il est élu titulaire de la chaire de sociologie au Collège de France en 1981. Il est le premier sociologue à recevoir, en 1993, la médaille d'or du CNRS.

CONTEXTE INTELLECTUEL : Bourdieu cherche à montrer que ce qui semble « naturel » dans la société est en fait le fruit d'une construction sociale. Il s'agit donc de dévoiler la règle du jeu social. Ses analyses conduisent à mettre en relief la division de la société en classes, mais en introduisant une rupture par rapport au marxisme : alors que Marx développe une conception socio-économique des classes, Bourdieu insiste sur la domination symbolique dans les rapports qu'entretiennent les classes les unes par rapport aux autres.

La sociologie de Bourdieu est marquée par la tradition structuraliste. En effet, les attitudes, les jugements, les motivations des individus qui composent la société sont largement déterminés par la structure et plus précisément par la place que ces agents occupent dans la société.

Bourdieu a publié avec Jean-Claude Passeron des ouvrages fondamentaux sur les inégalités face à l'enseignement, précisément au moment où - les années 60 - l'allongement de la scolarité et une ouverture plus grande des universités aux enfants des classes moyennes amenaient à se poser la question de la démocratisation de l'enseignement.

LIVRES DE RÉFÉRENCE :

- *Les Héritiers, Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964.
- *La reproduction, Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.
- *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

B) Raymond Boudon (né en 1934)

BIOGRAPHIE : Titulaire d'une agrégation de philosophie, formé par Paul Lazarsfeld (voir plus loin) auprès de qui il passa un an à l'université de Columbia en 1962, il devient professeur de sociologie à la Sorbonne. De 1968 à 1972, il est directeur du Centre d'études sociologiques du CNRS. En 1990, il est élu à l'Institut (Académie des Sciences morales et politiques).

CONTEXTE INTELLECTUEL : Pour Raymond Boudon, les phénomènes sociaux ne peuvent être expliqués que si on les considère comme les produits d'actions et de croyances des individus. Ces croyances et ces actions ont un sens, une raison d'être.

Paul Lazarsfeld a aussi influencé Boudon : la démarche de Lazarsfeld est une démarche empirique, cherchant à éviter les a priori en utilisant des techniques et méthodes mathématiques appliquées à la sociologie.

La démarche que propose Boudon, qu'il suggère d'appeler « actionnisme » plutôt qu'individualisme repose sur les éléments suivants :

- « *Expliquer un phénomène social, c'est souvent montrer qu'il peut être vu comme l'effet non voulu d'actions rationnelles* » (R. Boudon, *Effets pervers et ordre social*, PUF - Quadrige, 1993).
- *Considérer que l'acteur social est rationnel, au sens où « il a de bonnes raisons de faire ce qu'il fait ou de croire ce qu'il croit ».*
- *Pour comprendre les actions, il faut retrouver les motivations des acteurs et donc disposer d'un « ensemble d'informations sur leur passé, leurs ressources, leur situation ou le contexte social dans lequel ils se meuvent. »*

LIVRES DE REFERENCE :

- *L'inégalité des chances*, Paris, Hachette, 1973, 1^{ère} édition.

→ La thèse de Bourdieu...

A) Quelques précisions sur les notions utilisées par l'auteur...

- **Capital** : les individus et les groupes détiennent différents types de capital, ce qui fonde la stratification sociale. Les classes et les fractions de classes se définissent par la quantité de capital global qu'elles possèdent et par la composition de ce capital.

Capital économique : il est constitué par les différents facteurs de production (terre, usines, travail, monnaie, etc.), l'ensemble des biens économiques possédés et par les revenus perçus. Dans une économie capitaliste où les droits de propriété permettent de diriger l'appareil productif, le capital économique joue un rôle essentiel. Ainsi, par les mariages entre personnes disposant d'un capital complémentaire, les héritages qui permettent de transmettre de génération en génération un patrimoine, la structure sociale peut se reproduire.

Capital culturel : ensemble de connaissances et d'informations qui sont devenues quasi-naturelles et dont l'absence handicape dans leurs études ceux qui en sont dépourvus parce que nés dans des milieux défavorisés.

Capital social : réseau de relations (amis, carnet d'adresse, etc.) que l'individu s'est constitué. Le capital social n'est donc pas une donnée naturelle, il se construit et s'entretient par la pratique d'activités et la fréquentation de certains lieux (rallyes, clubs, pratiques sportives ou de jeux, lieu de travail, etc.).

- **L'habitus** : désigne la capacité acquise socialement par un individu qui lui permet d'avoir, comme si c'était naturel, la réaction immédiate et appropriée à un environnement. Il s'agit d'un ensemble de dispositions sociales qu'inculque un groupe à ses membres et qui, une fois acquis, va guider « naturellement » et de façon inconsciente les individus dans leur perception des choses, leurs opinions et leurs actions. Cet **habitus**, permet à l'individu de faire des choix corrects, c'est-à-dire conformes à la culture du groupe (son ethos).

NB : L'**ethos** est une dimension particulière de l'habitus, à savoir l'intériorisation des valeurs du groupe.

Chaque classe sociale se caractérise par un habitus de classe. Bourdieu prend l'exemple de la consommation et montre ainsi que les goûts, loin d'être l'expression d'un libre choix personnel sont en fait socialement définis par un habitus de classe. Les goûts des classes populaires sont placés, selon Bourdieu, sous le signe de la nécessité (choix de ce qui est pratique ; choix contraints par l'insuffisance de ressources) alors que ceux des classes moyennes témoignent d'un souci de paraître, les goûts des classes supérieures s'attachant à marquer leur distinction.

B) Reproduction scolaire et reproduction sociale...

1) Les classes sociales et les capitaux « utiles » dans la reproduction sociale

La détention des différentes espèces de capital va permettre d'apprécier la position sociale de chaque individu et ainsi de mettre en évidence les différentes classes sociales.

Ce niveau social dépend à la fois du volume du capital détenu et de la structure de ce capital.

Ainsi, la classe dominante est celle qui possède le plus grand volume de capital global, mais on peut y distinguer une fraction plus fortement dotée de capital économique (professions libérales, industriels) et une fraction plus fortement dotée de capital culturel (cadres et professions intellectuelles supérieures).

La petite bourgeoisie détient moins de capital global et on peut y repérer une distinction analogue à la précédente entre, par exemple, les instituteurs plus riches en capital culturel et les petits commerçants mieux dotés en capital économique.

Les classes populaires sont caractérisées par l'insuffisance de leurs ressources en capital, quel qu'il soit.

2) Le capital se transmet... L'école reproduit...

Le patrimoine économique se transmet par l'héritage ; tel est le cas pour les entreprises familiales, mais on constate aussi, dans le cas des grandes entreprises technocratiques ou étatiques, que le titre scolaire ne suffit pratiquement jamais à assurer l'accès aux postes de direction : ainsi les patrons des entreprises publiques sont en grande majorité issus de famille ayant des liens de parenté ou autres avec le monde des affaires.

Le patrimoine culturel se transmet par les mécanismes de socialisation, au travers de l'habitus de classe. Les enfants des milieux culturellement favorisés héritent de savoirs et de savoir-faire, de goûts et d'habitudes ; qui sont d'autant plus valorisés par l'école que celle-ci les met sur le compte du don.

Il y a, en effet, une proximité entre l'habitus des classes favorisées et les exigences de l'école. P. Bourdieu explique que les enseignants, de par leur origine souvent petite bourgeoisie, sont des dominants dominés. En tant que tels, il souscrivent aux représentations de la bourgeoisie et inconsciemment ou non, valorisent une culture savante qui est plutôt l'apanage des classes supérieures que des classes populaires. Ainsi, leurs pratiques masquent ce que la réussite scolaire doit à l'origine sociale ou au travail acharné en expliquant la réussite par des talents innés (= un don) !

Pour aller plus loin, il y a cohérence entre l'enseignement universitaire et l'habitus des classes favorisées qui permet aux étudiants d'intégrer l'enseignement des lettres ou de la philosophie dans leur acquis culturel préalable, fait de la fréquentation de tous types de spectacles, de discussions habituelles sur les arts et la politique. Plus la famille est riche de capital culturel, plus sont élevées les chances d'obtenir un capital culturel élevé, mesuré notamment par le niveau des diplômes.

Par ailleurs, les attitudes à l'égard de l'école et de la culture scolaire sont en grande partie l'expression du système de valeurs des groupes. Les choix en matière d'orientation et de poursuite des études apparaissent souvent comme l'intériorisation du destin assigné à la catégorie sociale d'appartenance : les enfants de milieu ouvrier limitent davantage leurs ambitions alors que les membres de la petite bourgeoisie encouragent plus leurs enfants à l'effort scolaire et poursuivent un objectif d'ascension sociale qui apparaît comme possible et envisageable, ce qui n'est pas le cas pour les milieux populaires.

En outre, la propension à investir dans le système scolaire est fortement associée à la détention de capital culturel : les fractions de la classe moyenne les plus riches en capital culturel, comme les instituteurs, ont une plus forte propension à investir dans l'école que les fractions moins dotées en capital culturel mais plus riches en capital économique, comme les fils de patrons de l'industrie et du commerce. Pour les premiers, l'école est un « levier » pour permettre une éventuelle poursuite de l'ascension sociale alors que pour les seconds elle est le moyen de maintenir, d'entretenir une position sociale (= l'école doit simplement donner à leurs enfants les compétences qui leur permettront de reprendre de manière efficace la direction du capital économique qui leur sera transmis !!!)

3) La sélection scolaire est une sélection sociale

Pierre Bourdieu fait de l'école un lieu qui avantage les classes dominantes et surtout légitime par le diplôme leur domination et leur accès aux meilleures places.

La reproduction scolaire est donc un des rouages importants de la reproduction sociale.

L'école a donc une fonction centrale dans la reproduction sociale d'une part parce qu'elle transforme une domination sociale en domination méritocratique donc légitime (les enfants issus de la classe dominante fréquentent les mêmes établissements scolaires que les autres, obtiennent avec « brio » des diplômes - ce que peuvent également faire les enfants des autres classes sociales - et grâce à ces diplômes peuvent obtenir une « bonne » place dans la société – « il n'y a donc rien à redire à cela ! ». D'autre part, en s'ouvrant au plus grand nombre (= massification), l'école garantit la reconnaissance de cette domination. En effet, en donnant l'illusion qu'elle est ouverte à tous et donne à tous les mêmes chances de réussite (= démocratisation du système scolaire), elle ne permet pas aux dominés de prendre conscience de cette domination, ce qui pour Bourdieu rend cette domination encore plus efficace parce que dissimulée !

Dans une société divisée en classes, les agents disposent de par leur origine de capitaux différents. Ils ont également incorporé des dispositions différentes selon les conditionnements sociaux qu'ils ont rencontrés dans leur enfance. Ces habitus les conduisent donc naturellement à investir leurs capitaux là où ils y seront le mieux valorisés. Souvent inconsciemment, les agents vont mettre en place des stratégies qui leur permettent de conserver ou d'améliorer leur position sociale.

Les étudiants issus de la classe dominante sont donc des « héritiers » auxquels le milieu familial transmet une culture adaptée aux études et à la réussite universitaire. Le « beau langage » et les « belles manières » issus des « beaux quartiers » sont légitimés dans le cadre de l'école. Par ailleurs, même lorsque les enfants des milieux populaires obtiennent certains diplômes, ils ne disposent pas du réseau relationnel et des connaissances du milieu professionnel qui améliore le rendement de leurs diplômes.

Numéro Spécial - 60's

L'ANALYSE DE BOURDIEU MISE A L'EPREUVE DES STATISTIQUES...

A la fin des années 60, les sociologues disposent d'un ensemble important d'enquêtes portant sur l'évolution du système scolaire et de la mobilité sociale. Voici quelques-uns de ces résultats :

Pour l'inégalité des chance scolaires :

- une augmentation du taux de scolarisation d'autant plus fort que le niveau scolaire est bas ;
- l'inégalité des chances est importante mais diminue ;
- l'héritage culturel joue un rôle important sur la réussite scolaire dans les premières années du cursus puis son influence décroît au profit du niveau de revenu des parents.

Pour l'inégalité des chances sociales :

- la mobilité sociale augmente faiblement et dans des directions variables ;
- un diplôme plus élevé que celui du père ne conduit pas systématiquement à une position sociale plus élevée (= paradoxe d'Anderson) – De façon générale, le lien entre diplôme et mobilité sociale est faible et aléatoire.

On constate que dans l'ensemble ces faits contredisent les conclusions des théories conflictualistes : l'école ne semble pas avoir dans la mobilité sociale la place centrale qu'elles lui accordent. Il revient donc à R. Boudon de trouver les outils théoriques qui permettent de rendre compte de cette contradiction.

→ La thèse de Boudon...

A) Quelques précisions sur les notions utilisées par l'auteur...

- **Système méritocratique** : système social dans lequel l'accès à la position sociale est largement déterminé par le niveau scolaire. Toutes choses étant égales par ailleurs, ceux qui ont un niveau d'instruction plus élevé ont tendance à obtenir un statut social plus élevé.

- **Effet de dominance** : c'est le fait que ceux dont l'origine sociale est plus élevée tendent à obtenir un statut social plus élevé. En particulier, des individus possédant un même niveau d'instruction ont plus de chances d'atteindre un statut social élevé si leur origine sociale est plus élevée. En effet, à niveau de diplôme égal, un enfant issu d'un milieu social favorisé va pouvoir bénéficier de la position sociale élevée de ses parents pour mieux le valoriser (embauche plus rapide, carrière, etc.) ; atout dont ne

bénéficie pas le jeune issu d'un milieu populaire.

- **Effet émergent** : L'agrégation des comportements individuels rationnels provoque des effets émergents (ou effets de composition ou effets d'agrégation) qui peuvent être des effets pervers, c'est-à-dire non désirés par les individus « acteurs ».

B) Nos sociétés sont des sociétés méritocratiques...

Le niveau scolaire obtenu va déterminer la position sociale occupée par l'individu « à l'arrivée » puisque l'accès à la profession dépend de la formation et du diplôme.

C) ... mais il y a inégalité des chances devant l'école

Le niveau scolaire est largement déterminé par le statut social d'origine de l'élève. Comment cela s'explique-t-il ?

La survie d'un individu dans le système scolaire lui-même ou dans une filière particulière du système scolaire dépend d'un processus de décision influencé par la position sociale occupée.

De par leur position, les individus ou les familles ont une estimation différente des coûts, risques et bénéfices anticipés de telle ou telle décision. **Les individus se comportent de manière à choisir la combinaison coût-risque-bénéfice la plus utile.**

Le bénéfice peut être mesuré par la distance entre la position sociale de départ et le diplôme scolaire devant être obtenu pour permettre d'atteindre une certaine position sociale : cela suppose la prise en compte à la fois des possibilités de promotion et des risques de régression. Le bénéfice est d'autant plus grand qu'un individu est plus proche, par sa position sociale, des niveaux les plus élevés du système de stratification sociale et d'autant plus faible qu'il est plus proche des niveaux inférieurs. En effet, le chemin, la distance à parcourir sont très différents entre le premier cas et le second.

Plus la famille est située dans une position inférieure de l'échelle sociale, plus le **coût économique (= « sacrifice » financier lié au coût des études)** pour qu'un enfant atteigne un niveau scolaire donné est élevé. Par ailleurs, plus la différence de niveau culturel entre parents et enfants croît, plus le système de solidarité familiale est menacé. Les parents interviennent pour modifier les ambitions scolaires des enfants, afin de les rendre conformes aux normes imposées par le groupe de référence. La priorité de cette réaction est le maintien de la cohésion du groupe.

Le risque est lié à la réussite scolaire et à l'âge : il est plus élevé si elle est moins bonne ou si l'âge est plus élevé.

Donc, à chaque fois que l'individu (l'élève, sa famille) est amené à prendre une décision, il prend en compte les bénéfices escomptés, les coûts et les risques ; la combinaison des trois détermine un degré d'utilité : l'utilité décroît lorsque le risque croît, lorsque le coût croît et lorsque le bénéfice décroît.

La stratégie scolaire en équation...

UTILITE DE L'INVESTISSEMENT SCOLAIRE = COMBINAISON (COÛT + RISQUES + BENEFICES ATTENDUS)

Coût, bénéfice et risque dépendent de la position sociale. Ainsi, pour un fils de cadre supérieur il est plus utile d'atteindre le niveau baccalauréat que le niveau brevet, car dans ce dernier cas le risque de régression sociale est élevé, alors que pour le fils d'ouvrier, avec le brevet, la promotion peut être assurée.

Raymond Boudon explique lui-même ce raisonnement « J'ai expliqué les différences de comportement entre élèves d'origine sociale différente au même niveau de réussite par une petite histoire. Celui qui est d'origine sociale élevée et qui voit qu'il est très au-dessous des gens de son milieu se dit j'ai du mal à y arriver, mais il faut quand même que j'essaie. Celui qui, avec le même résultat, a déjà atteint le niveau de sa famille d'origine, se dit qu'il ne faut pas se compliquer plus

l'existence. » (Entretien paru dans *Sciences humaines*, n° 29, juin 1993). **Cet extrait nous montre bien qu'à niveau de réussite scolaire identique, les attentes (= les ambitions) des élèves sont différentes en fonction de leur origine sociale.**

D) Démocratisation de l'enseignement et mobilité sociale

R. Boudon montre qu'il n'y a pas d'adéquation entre la **structure scolaire** (= répartition des élèves selon les niveaux de diplôme) et la **structure sociale** (= répartition des positions sociales). Ce décalage s'explique par le fait que la première se modifie sous l'effet de l'augmentation de la demande d'éducation, alors que la seconde, plus rigide, dépend de l'évolution du système productif.

L'augmentation de la demande d'éducation (= augmentation des taux de scolarisation) est liée au fait que les individus voient dans l'école un moyen de promotion sociale. C'est un phénomène auto-entretenu car lorsque la demande d'éducation d'une catégorie sociale augmente, les autres doivent augmenter la leur sous peine de voir leurs espérances de mobilité sociale réduites).

Par conséquent la hausse du niveau d'éducation n'implique pas des changements équivalents dans la structure socioprofessionnelle. La structure sociale change moins rapidement que la structure scolaire.

La massification scolaire en augmentant le nombre d'individus atteignant des niveaux moyens de diplômes fait que de plus en plus d'individus se « présentent » pour occuper des positions sociales dont le nombre augmente mais beaucoup moins vite que celui des postulants. Face à cette dégradation des chances de mobilité sociale ascendante et déçus par les perspectives sociales que leur offre ce type de diplômes, les élèves adoptent une stratégie qui consiste à prolonger leur cursus scolaire d'autant, provoquant à chaque fois une dévalorisation sociale des diplômes inférieurs. L'inflation des diplômes conduit à leur dévalorisation.

On est bien en face ici d'un effet émergent (au sens de Boudon) dans la mesure où la somme des actions rationnelles individuelles conduisent à un effet pervers qui se retourne finalement contre eux.



ACTION RATIONNELLE

→ *dévalorisation des diplômes qui poussent les élèves à poursuivre leurs études en espérant qu'ils obtiendront un diplôme leur donnant accès à une position sociale plus élevée.*

EFFET PERVERS

→ *en agissant ainsi, ils contribuent encore bien davantage à la dévalorisation des diplômes.*

De ce fait, d'une période à l'autre, la possibilité de connaître une promotion sociale suppose un cursus scolaire toujours plus long.

Ainsi, chacun a intérêt à acquérir un niveau d'instruction aussi élevé que possible, mais personne n'est assuré d'en recueillir le bénéfice en termes de mobilité. Il y a donc **un effet pervers : la réduction** de l'inégalité des chances devant l'enseignement ne s'accompagne pas d'une plus grande mobilité.

L'effet principal de l'augmentation de la demande d'éducation semble être au contraire d'exiger de l'individu une scolarité toujours plus longue pour n'atteindre « à l'arrivée » qu'une position sociale inchangée par rapport à celle des parents (ce que décrit le *paradoxe d'Anderson*).

Autrement dit, tous les élèves atteignant un niveau de diplôme plus élevé n'obtiennent pas forcément un statut social plus élevé car, compte tenu du nombre de places sociales correspondant à ce niveau de diplôme, la file d'attente s'allonge !!!

NOTE AU LECTEUR

Ce dossier constitue un effort de synthèse essentiellement réalisé à partir de deux ouvrages que sont :

- *L'enseignement de spécialité en SES*, Marie-Lise Fosse, Gérard Clérissi, CRDP des Pays de Loire, 1999.
- *Sciences Economiques et Sociales – Enseignement de Spécialité – Baccalauréat*, sous la Direction d'Alain Bruno, Editions Ellipses, 2001.

Se voulant le plus synthétique possible et visant à donner aux élèves une vision globale d'une approche théorique, ce travail peut paraître parfois partial et partiel mais je l'assume et t'invite, toi lecteur et toi collègue à me faire part de tes critiques car tout est éminemment perfectible.

Pour me faire part de vos éventuelles remarques vous pouvez m'écrire à :

Pascal.Bailly@ac-grenoble.fr

Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73)

→ Documents annexes...

A) Synthèse sur l'origine de l'inégalité des chances scolaires d'après Boudon et Bourdieu



B) La mécanique « Boudonienne »



C) Au delà de la controverse... des points de convergences...

L'opposition entre les analyses de Boudon et celles de Bourdieu n'est pas systématique :

- Tous deux insistent sur le lien entre la réussite scolaire et l'origine sociale.
- Tous deux soulignent l'importance de la stratégie des familles et des choix qu'elles opèrent en matière d'orientation scolaire et de poursuite des études (comparaison coût-avantage pour Boudon, propension à investir dans l'école pour Bourdieu).
- L'école n'est pas un vecteur de la mobilité sociale. Même si l'école se démocratise, l'accès aux positions sociales les plus valorisées reste réservé aux individus originaires de milieux sociaux élevés.